

République Française
Vosges
Arrondissement d'Epinal
Communauté de Communes des Hautes Vosges

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Communauté de Communes des Hautes Vosges

SÉANCE DU 06 NOVEMBRE 2024

Date de la convocation : 30 octobre 2024

Date d'affichage : 07 novembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le six novembre à vingt heures, le Conseil communautaire, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Didier HOUOT, président.

Etaient présents : AUBERT Emmanuelle, BASTIEN Jeannine, BONNOT Elisabeth, CHEVRIER Denise, CLAUDE Karine, CLAUDE Pascal, CLEMENT Marie-Josèphe, CROUVEZIER Maryvonne, FIORELLI Jean-Louis, FRANÇOIS Marie-Josée, GEHIN Martine, GRANDEMANGE Érik, HOUILLON Anthony, HOUOT Didier, HUMBERT Stanislas, LAGARDE Patrick, MATHIEU Jérôme, MEYER Gérard, MOREL Fabienne, NICAISE Roger, PERRIN Nadine, PIERREL Cédric, PIQUÉE Yannick, REMY Nicolas, SCHMITTER Jimmy, TOUSSAINT Bernard, TOUSSAINT Evelyne, VANSON Brigitte, VAXELAIRE Hervé, VAXELAIRE Régis

Absents excusés ayant donné procuration ou représentés : CLEMENT Gérard à CLAUDE Pascal, MARCHAL Raymond à BONNOT Elisabeth, ROBERT Dorine à HOUOT Didier

Absents : MENGIN Liliane

Secrétaire de séance : Monsieur VAXELAIRE Régis

La séance est ouverte à 20h.

APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 25 SEPTEMBRE 2024

Vu le PV du Conseil communautaire du 25 septembre 2024,

Le Président propose au Conseil communautaire,

- **D'APPROUVER** le Procès-Verbal du Conseil communautaire du 25 septembre 2024.

Anthony HOUILLON : Nous avons inscrit et voté une dépense de 300 000€ pour cette étude d'assainissement, comment peut-on délibérer pour un marché trois fois supérieur et financer cette étude par le budget de l'eau potable et faire financer l'ensemble des abonnées, raccordés ou non, dont les communes du SIA, dont cette étude ne fait pas partie. Comment on peut faire ? Les budgets doivent être indépendants.

Didier HOUOT : Là, on procède à l'examen du Procès-Verbal, on ne refait pas le débat. Le débat a eu lieu. Les délibérations ont été votées. Je demande seulement l'approbation du Procès-Verbal. Si le Procès-Verbal convient ou pas et uniquement sur cela.

Anthony HOUILLON : Je ne refais pas le débat. Je dis juste que le Procès-Verbal, j'ai des remarques. Comment on peut attribuer une telle dépense non prévue au budget ? Et prendre dans le budget de l'eau pour financer celle-ci, c'est ma question, ma remarque sur le PV.

Didier HOUOT : Le Procès-Verbal correspond à ce qui a été dit le jour-là. J'entends ce que tu dis, mais je ne peux modifier un PV car il reprend ce qui a été dit. On pourra à nouveau en débattre avec les élus si tu le souhaites mais en l'état je ne peux pas modifier le PV par rapport à cela.

Anthony HOUILLON : C'est une délibération qui est illégale.

Didier HOUOT : Ces propos n'engagent que toi.

Anthony HOUILLON : J'ai une autre remarque sur le fait de m'interdire de participer au débat. Je n'ai aucune implication avec ce marché. À l'avenir, cela serait bien de ne pas confondre conflits d'intérêts et connaissance du territoire et du réseau. On a tous des compétences : RH, forêt, agriculture...chacun doit les mettre à profit de la collectivité avec bienveillance.

Didier HOUOT : J'entends.

Jean-Louis FIORELLI : Il est noté sur le PV Jean-Luc et non Jean-Louis.

Didier HOUOT : C'est noté, merci.

DÉCISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DE SES DÉLÉGATIONS

- Achat d'un véhicule DACIA DUSTER pour le service eau/assainissement pour un montant de 18 800.76 € auprès de Reno Bymycar à Épinal.
- Signature du prêt OM pour l'achat d'une benne d'un montant de 300 000.00 € sur 7 ans à taux fixe de 3.30 % auprès du Crédit Agricole. Frais de dossier de 300 €.

Point 3. 173/2024 - COMPOSITION DE LA COMMISSION AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Vu la délibération n°154/2022 du 23 février 2022 désignant les membres de la commission aménagement du territoire,

Considérant la demande de Mr FIORELLI Jean-Louis de rejoindre la commission aménagement du territoire,

Le Conseil communautaire, après avoir délibéré,

- **DÉSIGNE** le Président, les Vice-Présidents, Pascal CLAUDE, Anthony HOUILLON, Raymond MARCHAL, Liliane MENGIN, Marie-Helen CLAUDE, Aude RIOUAL, Pascal BROCHOT, Gaston CLAUDEL, Christian CUNY, Aurélie GASSER MANGEOT, Vincent GÉRARD, Agnès GRANDJEAN, Thibault HINGRAY, Jean-Claude JOLY, Bernard MANSUY, Camille MOUGENOT, Laurent PIERRAT, Jean-François POIROT, Arnaud THOUVENIN, Bernard VIRY, Émilien XOLIN et Jean-Louis FIORELLI pour siéger à la commission Aménagement du Territoire de la Communauté de Communes des Hautes Vosges.

Point 4. 174/2024 - ATTRIBUTION DE COMPENSATION - RÉVISION LIBRE

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts et notamment l'article 1609 nonies C,

Vu l'Arrêté Préfectoral DCL BLFI 189-2021 portant création de la Communauté de Communes des Hautes Vosges par scission,

Vu la délibération N°19/2022 du 12 janvier 2022 portant instauration de la Fiscalité Professionnelle Unique,

Vu la délibération n°20/2022 du 12 janvier 2022 portant création d'une Commission Locale d'Evaluation des Charges transférées,

Considérant le rapport de la CLETC et l'avis favorable de ses membres en date du 20 septembre 2022,

Vu la délibération n°306/2022 de la Communauté de Communes des Hautes Vosges décidant de retenir le scénario dérogatoire pour la piscine de La Bresse,

Vu la délibération n° 75/2022 de la Commune de Sapois refusant le scénario dérogatoire pour la piscine de La Bresse,

Vu les dispositions du 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI, donnant la possibilité d'une révision libre,

Considérant la révision de la position de la commune de Sapois, conforme à la position initiale de la Communauté de communes des Hautes Vosges,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** l'évaluation selon la méthode dérogatoire d'investissement et le scénario dérogatoire pour la piscine de La Bresse,
- **FIXE** le montant des attributions de compensation pour la commune de Sapois à 40 088 €.

Denise CHEVRIER : Et pour les autres communes ?

Patrick LAGARDE : C'est moins drôle.

Denise CHEVRIER : Elles n'ont pas l'esprit communautaire ?

Patrick LAGARDE : Cela n'a pas changé, on va dire ...

Denise CHEVRIER : Ce n'est pas normal.

Didier HOUOT : Elles ont toute latitude pour agir.

Bernard TOUSSAINT : On ne va pas recommencer avec cela. Je n'ai pas non plus légué les mêmes emprunts.

Point 5. 175/2024 - EMPRUNT DÉCHÈTERIES 2024

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|------------------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Pour rappel, nous avons décidé de reporter 3 emprunts afin de bénéficier de prêts :

- Pour le budget Ordures ménagères afin de mettre aux normes ses déchèteries, un prêt de 564 000 €, sur 20 ans avec un taux fixe.
- Pour le budget Assainissement de financer différents travaux sur son réseau sur les communes de Le Syndicat et de Ventron. Pour ce faire nous désirons contracter un prêt de 300 000 €, sur 15 ans ou 20 ans avec un taux fixe.
- En option, le budget Eau, pour des travaux sur le réseau des communes de La Bresse, Le Syndicat et Ventron, un prêt de 650 000 € sur 15 ou 20 ans avec un taux fixe.

Le Conseil communautaire, après avoir pris connaissance de l'offre de financement pour le prêt visant à financer la mise aux normes des déchetteries et des conditions générales version CG-LBP-2023-14 y attachées proposées par La Banque Postale, et après en avoir délibéré,

➤ **DÉCIDE :**

ARTICLE 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : 564 000,00 €

Durée du contrat de prêt : 20 ans

Objet du contrat de prêt : Financer la mise aux normes des déchetteries

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/02/2045.

Cette tranche obligatoire st mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 564 000,00 €

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 06/01/2025, en une fois avec versement automatique à cette date

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 3,49%

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Échéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : échéances constantes

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Commission d'engagement : 0,10% du montant du contrat de prêt

ARTICLE 2 : Étendue des pouvoirs du signataire

M. le Président, Didier HOUOT est autorisé à signer l'ensemble des documents relatifs au contrat de prêt décrit ci-dessus.

| |
|--|
| Point 5. 175bis/2024 - EMPRUNT TRAVAUX ASSAINISSEMENT |
|--|

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|------------------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Pour rappel, nous avons décidé de reporter 3 emprunts afin de bénéficier de prêts :

- Pour le budget Ordures ménagères afin de mettre aux normes ses déchetteries, un prêt de 564 000 €, sur 20 ans avec un taux fixe.
- Pour le budget Assainissement de financer différents travaux sur son réseau sur les communes de Le Syndicat et de Ventron. Pour ce faire nous désirons contracter un prêt de 300 000 €, sur 15 ans ou 20 ans avec un taux fixe.
- En option, le budget Eau, pour des travaux sur le réseau des communes de La Bresse, Le Syndicat et Ventron, un prêt de 650 000 € sur 15 ou 20 ans avec un taux fixe.

Le Conseil communautaire, après avoir pris connaissance de l'offre de financement pour le prêt visant à financer des travaux de réseau d'assainissement et des conditions générales version CG-LBP-2023-14 y attachées proposées par La Banque Postale, et après en avoir délibéré,

➤ **DÉCIDE :**

ARTICLE 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : 300 000,00 €

Durée du contrat de prêt : 20 ans

Objet du contrat de prêt : Financer des travaux de réseau d'assainissement

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/02/2045.

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 300 000,00 €

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 06/01/2025, en une fois avec versement automatique à cette date

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 3,49%

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Échéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : échéances constantes

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Commission d'engagement : 0,10% du montant du contrat de prêt

Article 2 : Étendue des pouvoirs du signataire

M. le Président, Didier HOUOT est autorisé à signer l'ensemble des documents relatifs au contrat de prêt décrit ci-dessus.

| |
|---|
| Point 5. 175ter/2024 - EMPRUNT TRAVAUX RÉSEAU EAU 2024 |
|---|

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|------------------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Pour rappel, nous avons décidé de reporter 3 emprunts afin de bénéficier de prêts :

- Pour le budget Ordures ménagères afin de mettre aux normes ses déchèteries, un prêt de 564 000 €, sur 20 ans avec un taux fixe.
- Pour le budget Assainissement de financer différents travaux sur son réseau sur les communes de Le Syndicat et de Ventron. Pour ce faire nous désirons contracter un prêt de 300 000 €, sur 15 ans ou 20 ans avec un taux fixe.
- En option, le budget Eau, pour des travaux sur le réseau des communes de La Bresse, Le Syndicat et Ventron, un prêt de 650 000 € sur 15 ou 20 ans avec un taux fixe.

Le Conseil communautaire, après avoir pris connaissance de l'offre de financement pour le prêt visant à financer des travaux de réseau d'eau et des conditions générales version CG-LBP-2023-14 y attachées proposées par La Banque Postale, et après en avoir délibéré,

➤ **DÉCIDE :**

ARTICLE 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : 650 000,00 €

Durée du contrat de prêt : 20 ans

Objet du contrat de prêt : Financer des travaux de réseau d'eau

Tranche obligatoire à taux fixe jusqu'au 01/02/2045.

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 650 000,00 €

Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 06/01/2025, en une fois avec versement automatique à cette date

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 3,49%

Base de calcul des intérêts : mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours

Échéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : échéances constantes

Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

Commission d'engagement : 0,10% du montant du contrat de prêt

Article 2 : Étendue des pouvoirs du signataire

M. le Président, Didier HOUOT est autorisé à signer l'ensemble des documents relatifs au contrat de prêt décrit ci-dessus.

| |
|--|
| Point 6. 176/2024 – CRÉANCES ÉTEINTES |
|--|

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|------------------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Les états des restes à recouvrer établis par le Service de Gestion Comptable de Gérardmer présentent des recettes irrécouvrables du fait que ces redevables sont en surendettement, insolubles, en insuffisance d'actif, montant inférieur au seuil de poursuite ou irrécouvrable après épuisement des recours à disposition du Service de Gestion Comptable.

| Débiteur | Nature du produit attendu | Montant | Budget / Etat n° |
|--------------------------|-----------------------------------|----------------|-------------------------|
| M.* Total : 173.00 € | Redevance OM 2013 | 173.00 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 111.00 € | Redevance OM 2013 | 111.00 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 754.53 € | Redevances OM 2010-2011-2012-2013 | 754.53 € | BP / 5666790233 |
| Mme* Total : 767.75 € | Redevances OM 2010-2011-2012-2013 | 767.75 € | BP / 5666790233 |
| Mme* Total : 203.48 € | Redevances OM 2011-2012 | 203.48 € | BP / 5666790233 |
| Mme* Total : 692.20 € | Redevances OM 2010-2011-2012-2013 | 692.20 € | BP / 5666790233 |
| Mme* Total : 190.10 € | Redevance OM 2010 | 190.10 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 51.90 € | Redevance OM 2013 | 51.90 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 203.10 € | Redevances OM 2011-2012 | 203.10 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 377.85 € | Redevances OM 2012-2013 | 377.85 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 562.65 € | Redevances OM 2011-2012-2013 | 562.65 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 151.20 € | Redevance OM 2011 | 151.20 € | BP / 5666790233 |
| Mme* Total : 228.90 € | Portage de repas 2021 | 228.90 € | BP / 5666790233 |
| Mme* Total : 60.93 € | Redevance OM 2012 | 60.93 € | BP / 5666790233 |
| Mme* Total : 374.79 € | Redevances OM 2012-2013 | 374.79 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 475.35 € | Redevance OM 2011-2012-2013 | 476.15 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 158.10 € | Redevance OM 2010-2011 | 158.10 € | BP / 5666790233 |

| | | | |
|--------------------------|--|----------|--------------------|
| Mme* Total : 190.30 € | Redevance OM 2013 | 190.30 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 151.20 € | Redevance OM 2011 | 151.20 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 129.75 € | Redevance OM 2013 | 129.75 € | BP / 5666790233 |
| M.* Total : 332.22 € | Redevances OM 2010-2011-2012 | 332.22 € | BP / 5666790233 |
| | | | |
| M.* Total : 744.83 € | Redevances Incitatives 2014-2016-2017-2018-2019 | 744.83 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 190.30 € | Redevance Incitative 2014 | 190.30 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 204.98 € | Redevances Incitatives 2019-2020 | 204.98 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 247.27 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 247.27 € | BA OM / 5672193533 |
| Mme* Total : 172.90 € | Redevances Incitatives 2019-2020 | 172.90 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 146.00 € | Redevance Incitative 2016 | 146.00 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 136.33 € | Redevance Incitative 2021 | 136.33 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 282.50 € | Redevances Incitatives 2015-2016-2017 | 282.50 € | BA OM / 5672193533 |
| Mme* Total : 723.62 € | Redevances Incitatives 2014-2015-2016-2017-2018-2019 | 723.62 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 290.91 € | Redevances Incitatives 2018-2019-2020-2021 | 290.91 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 173 € | Redevance Incitative 2014 | 173.00 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 186.46 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 186.46 € | BA OM / 5672193533 |
| M.* Total : 551.78 € | Redevances Incitatives 2017-2018-2019-2020 | 551.78 € | BA OM / 5672193533 |

| | | | |
|--------------------------|--|----------|--------------------|
| M.* Total : 190.30 € | Redevance Incitative 2014 | 190.30 € | BA OM / 5672193533 |
| Mme* Total : 346.00 € | Redevance Incitative 2014 | 346.00 € | BA OM / 5672193533 |
| Mme* Total : 95.15 € | Redevance Incitative 2014 | 95.15 € | BA OM / 5672193533 |
| Mme* Total : 238.95 € | Redevances Incitatives 2014-2015 | 238.95 € | BA OM / 5672193533 |
| Mme* Total : 360.14 € | Redevances Incitatives 2017-2018-2019-2020 | 360.14 € | BA OM / 5672193533 |
| | | | |
| M.* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 16.00 € | Redevance incitative OM 2014 | 16.00 € | BP / 7055521033 |
| Mme* Total : 350.10 € | Redevances OM 2011-2013 | 350.10 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 190.30 € | Redevance OM 2013 | 190.30 € | BP / 7055521033 |
| Mme* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| Ets* Total : 367.57 € | Redevance Spéciale OM 2013 | 367.57 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 155.70 € | Redevance OM 2013 | 155.70 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 5.41 € | Périscolaire 2017 | 5.41 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 102.30 € | Redevance OM 2012 | 102.30 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 99.50 € | Portage repas juin 2019 | 99.50 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 51.90 € | Redevance OM 2013 | 51.90 € | BP / 7055521033 |
| Mme* Total : 282.70 € | Redevances OM 2012-2013 | 282.70 € | BP / 7055521033 |

| | | | |
|--------------------------------|---|----------|-----------------|
| Mme* Total : 68.59 € | Ouvrages médiathèque non restitués 2019 | 68.59 € | BP / 7055521033 |
| M. ou Mme* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| Ets* Total : 51.15 € | Redevance Spéciale OM 2012 | 51.15 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| Ets* Total : 26.89 € | Redevance Spéciale OM 2013 | 26.89 € | BP / 7055521033 |
| Mme* Total : 50.40 € | Redevance OM 2013 | 50.40 € | BP / 7055521033 |
| Ets* Total : 110.54 € | Redevance Spéciale OM 2014 | 110.54 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 204.60 € | Redevances OM 2011-2013 | 204.60 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 155.70 € | Redevance OM 2013 | 155.70 € | BP / 7055521033 |
| Mme* Total : 7.50 € | Ouvrage médiathèque non restitués 2018 | 7.50 € | BP / 7055521033 |
| Ets* Total : 157.50 € | Redevance Spéciale OM 2013 | 157.50 € | BP / 7055521033 |
| Mme* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 729.75 € | Redevance OM 2010-2011-2012-2013 | 729.75 € | BP / 7055521033 |
| Mme* Total : 51.90 € | Redevance OM 2013 | 51.90 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 19.90 € | Portage repas septembre 2017 | 19.90 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 0.10 € | Portage repas 2019 | 0.10 € | BP / 7055521033 |

| | | | |
|--|--|----------|--------------------|
| M.* Total : 77.85 € | Redevance OM 2013 | 77.85 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 155.70 € | Redevance OM 2013 | 155.70 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| Etablissement Public* Total : 0.01 € | Divers 2010 | 0.01 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 103.80 € | Redevance OM 2013 | 103.80 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 418.35 € | Redevance OM 2012-2014 | 418.35 € | BP / 7055521033 |
| Ets* Total : 253.79 € | Redevance Spéciale OM 2014 | 253.79 € | BP / 7055521033 |
| Mme* Total : 69.43 € | Ouvrage médiathèque non restitués 2019 | 69.43 € | BP / 7055521033 |
| M.* Total : 100.00 € | Remboursement préjudice dégradation container poubelle 2017 | 100.00 € | BP / 7055521033 |
| | | | |
| Mme* Total : 190.30 € | Redevance Incitative 2014 | 190.30 € | BA OM / 7058930233 |
| Ets* Total : 189.00 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 189.00 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 119.47 € | Redevance Incitative 2016 | 119.47 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 95.50 € | Redevance Incitative 2015 | 95.50 € | BA OM / 7058930233 |
| M. ou Mme* Total : 102.54 € | Redevance Incitative 2018 | 102.54 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 170.60 € | Redevance Incitative 2015 | 170.60 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 95.15 € | Redevance Incitative 2014 | 95.15 € | BA OM / 7058930233 |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------------------------|----------|--------------------|
| M.* Total : 83.69 € | Redevance Incitative 2015 | 83.69 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 155.70 € | Redevance Incitative 2014 | 155.70 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 93.50 € | Redevance Incitative 2016 | 93.50 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 465.50 € | Redevances Incitatives 2014-2015-2016 | 465.50 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 65.58 € | Redevance Incitative 2018 | 65.58 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 96.20 € | Redevance Incitative 2015 | 96.20 € | BA OM / 7058930233 |
| M. ou Mme* Total : 51.00 € | Redevance Incitative 2016 | 51.00 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 323.43 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 323.43 € | BA OM / 7058930233 |
| M. ou Mme* Total : 48.50 € | Redevance Incitative 2018 | 48.50 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 183.02 € | Redevances Incitatives 2014-2015 | 183.02 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 103.80 € | Redevance Incitative 2014 | 103.80 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 146.37 € | Redevance Incitative 2015 | 146.37 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 42.82 € | Redevance Incitative 2018 | 42.82 € | BA OM / 7058930233 |
| Ets* Total : 426.03 € | Redevance Incitative 2016 | 426.03 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 47.97 € | Redevance Incitative 2016 | 47.97 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 32.07 € | Redevance Incitative 2015 | 32.07 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 34.60 € | Redevance Incitative 2014 | 34.60 € | BA OM / 7058930233 |
| MME* Total : 91.70 € | Redevance Incitative 2018 | 91.70 € | BA OM / 7058930233 |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------------------------|----------|--------------------|
| Ets* Total : 410.22 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 410.22 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 61.82 € | Redevance Incitative 2019 | 61.82 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 93.50 € | Redevance Incitative 2016 | 93.50 € | BA OM / 7058930233 |
| M. ou Mme* Total : 51.00 € | Redevance Incitative 2015 | 51.00 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 24.77 € | Redevance Incitative 2018 | 24.77 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 379.30 € | Redevances Incitatives 2014-2015-2016 | 379.30 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 450.70 € | Redevances Incitatives 2014-2015-2016 | 450.70 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 138.30 € | Redevance Incitative 2018 | 138.30 € | BA OM / 7058930233 |
| Ets* Total : 51.00 € | Redevance Incitative 2016 | 51.00 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 91.70 € | Redevance Incitative 2018 | 91.70 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 190.30 € | Redevance Incitative 2014 | 190.30 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 93.82 € | Redevance Incitative 2018 | 93.82 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 91.70 € | Redevance Incitative 2018 | 91.70 € | BA OM / 7058930233 |
| M. ou Mme* Total : 80.20 € | Redevance Incitative 2016 | 80.20 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 108.89 € | Redevance Incitative 2018 | 108.89 € | BA OM / 7058930233 |
| Ets* Total : 94.51 € | Redevance Incitative 2019 | 94.51 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 225.76 € | Redevance Incitative 2014-2015 | 225.76 € | BA OM / 7058930233 |
| Ets* Total : 51.00 € | Redevance Incitative 2015 | 51.00 € | BA OM / 7058930233 |

| | | | |
|-------------------------------|---------------------------------------|----------|--------------------|
| M.* Total : 143.80 € | Redevance Incitative 2015 | 143.80 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 91.00 € | Redevance Incitative 2018 | 91.00 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 27.18 € | Redevance Incitative 2018 | 27.18 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 183.17 € | Redevances Incitatives 2014-2015-2016 | 183.17 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 143.80 € | Redevance Incitative 2015 | 143.80 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 95.50 € | Redevance Incitative 2015 | 95.50 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 90.40 € | Redevance Incitative 2016 | 90.40 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 61.21 € | Redevance Incitative 2015 | 61.21 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 198.00 € | Redevances Incitatives 2014-2016 | 198.00 € | BA OM / 7058930233 |
| M. ou Mme* Total : 48.50 € | Redevance Incitative 2018 | 48.50 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 95.50 € | Redevance Incitative 2015 | 95.50 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 47.87 € | Redevance Incitative 2016 | 47.87 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 70.32 € | Redevance Incitative 2018 | 70.32 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 9.82 € | Redevance Incitative 2017 | 9.82 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 51.59 € | Redevance Incitative 2016 | 51.59 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 320.90 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 320.90 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 36.03 € | Redevance Incitative 2015 | 36.03 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 54.67 € | Redevance Incitative 2016 | 54.67 € | BA OM / 7058930233 |

| | | | |
|-------------------------------|----------------------------------|----------|--------------------|
| M.* Total : 189.00 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 189.00 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 155.70 € | Redevance Incitative 2014 | 155.70 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 190.03 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 190.03 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 294.20 € | Redevances Incitatives 2015-2016 | 294.20 € | BA OM / 7058930233 |
| Mme* Total : 155.70 € | Redevance Incitative 2014 | 155.70 € | BA OM / 7058930233 |
| Ets* Total : 93.50 € | Redevance Incitative 2016 | 93.50 € | BA OM / 7058930233 |
| Ets* Total : 95.15 € | Redevance Incitative 2014 | 95.15 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 162.96 € | Redevance Incitative 2014 | 162.96 € | BA OM / 7058930233 |
| Ets* Total : 51.90 € | Redevance Incitative 2014 | 51.90 € | BA OM / 7058930233 |
| M. ou Mme* Total : 51.00 € | Redevance Incitative 2016 | 51.00 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 9.47 € | Redevance Incitative 2018 | 9.47 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 96.20 € | Redevance Incitative 2015 | 96.20 € | BA OM / 7058930233 |
| M.* Total : 149.00 € | Redevance Incitative 2015 | 149.00 € | BA OM / 7058930233 |

Total **26 597.25 €**

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire réuni le 16 Octobre 2024,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **DÉCIDE** d'admettre en créance éteinte le montant total de 26 597.25 € (BP de 11 710.23 €, au BA OM de 14 887.02 €.

Elisabeth BONNOT : Je me demandais s'il y avait un temps limite pour ces créances ? Certaines sont récentes.

Patrick LAGARDE : Souvent pour les plus récentes, c'est une décision de justice qui place les personnes en insolvabilité, faillite personnelle.

Régis VAXELAIRE : Entre 2017 et 2021, il y a des créances de l'ancienne CCHV.

Patrick LAGARDE : En effet, c'est bien réparti entre les Communautés de communes.

Point 7. 177/2024 - DÉCHÈTERIES - ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|------------------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Mr le Président rappelle que L. 332-23 1° du Code Général de la Fonction Publique autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 12 mois sur une période consécutive de 18 mois, renouvellement compris.

Considérant qu'il est nécessaire de recruter 3 agents afin de remplacer des départs en retraite et en attendant une réorganisation du service,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **DÉCIDE** de créer 3 emplois non permanent relevant du cadre des adjoints techniques pour effectuer les missions de gardien de déchèterie suite à l'accroissement temporaire d'activité avec une durée hebdomadaire de 35h00, à compter du 23 décembre 2024 pour une durée maximale de 12 mois ;
- **PRÉCISE** que la rémunération sera fixée par référence au cadre des adjoints techniques, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités en vigueur ;
- **PRÉCISE** que des contrats aidés pourront être retenus selon l'éligibilité des candidats.

Point 8. 178/2024 - GRILLE CIA

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------------|------------------------|
| 30 | 32 | 32 | 0 | 1 (Élisabeth TOUSSAINT) | 0 |

Vu la délibération 248/2022 du 29 juin 2022 instaurant le RIFSEEP dans la collectivité,

Vu la délibération 132/2023 du 28 juin 2023 modifiant le RIFSEEP de la collectivité,

Vu l'avis du CST en date du 23 septembre 2024,

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire réuni le 16 octobre 2024,

Monsieur le Président rappelle le contexte :

Compte-tenu de la diversité au sein de la CCHV, il paraît opportun d'avoir une grille plus adaptée aux différents métiers.

Après consultation lors du CST, il est proposé de conserver les critères du CIA mais de permettre aux responsables de modifier l'attribution des points sous validation de la direction.

Grille actuelle :

| Critères liés à l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs | |
|---|---------------|
| Ponctualité, assiduité | Points .../ |
| Organisation du travail | Points .../ |
| Prise d'initiative et force de propositions | Points .../ |
| Réalisation des objectifs | Points .../ |
| Efficacité et qualité du travail | Points .../ |
| Responsabilité vis -à-vis du matériel | Points .../ |
| Critères liés aux compétences techniques et professionnelles | |
| Respect des directives et des procédures | Points .../ |
| Adaptation au changement | Points .../ |
| Actualisation des compétences | Points .../ |
| Faits/missions/événements exceptionnels* | Points .../ |
| Critères liés aux qualités relationnelles avec les usagers, les collègues et la hiérarchie | |
| Réserve et discrétion professionnelles | Points .../ |
| Positionnement à l'égard de la hiérarchie | Points .../ |
| Coopération avec les collègues et communication | Points .../ |
| Relation avec le public, les usagers, les élus, les partenaires | Points .../ |
| TOTAL DES POINTS | .../45 |

Le Conseil communautaire, après avoir délibéré,

- **DÉCIDE** du maintien de la grille actuelle du CIA,
- **PRÉCISE** que les encadrants, sous validation de la direction, pourront modifier l'attribution des points en fonction des métiers,
- **PRÉCISE** que les autres points des délibérations précédentes sur le RIFSEEP sont inchangés.

Elisabeth BONNOT : Des points m'interpellent. Ponctualité, attribuer des points car on vient à l'heure. Responsabilité du matériel, pareil. Réserve et discrétion, c'est des obligations. J'ai du mal à comprendre que l'on puisse attribuer des points pour cela.

Patrick LAGARDE : Ce n'est pas ça. On va prendre dans le sens inverse. Ponctualité, il ne s'agit pas de donner des points à celui qui vient à l'heure, il fait son travail. C'est en enlever à ceux qui ne le font pas. Respect du matériel, effectivement, certains ont une règle ou un stylo, mais d'autres ont un camion et quand c'est toujours le même qui casse quelque chose c'est enlevé. C'est dans le sens-là.

Elisabeth BONNOT : Ok je comprends mieux.

Patrick LAGARDE : Discrétion c'est pareil. Si on a connaissance de personnes qui viendraient à avoir un discours qui n'entrent pas dans les obligations du fonctionnaire, c'est mettre du moins.

Elisabeth BONNOT : Il ne devrait même pas y avoir du moins, c'est une obligation légale.

Patrick LAGARDE : J'entends bien, après il faut hiérarchiser tout cela. Si cela va trop loin, c'est une faute professionnelle et c'est une sanction disciplinaire. Mais il faut mettre une échelle dans tout cela.

Marie-Josèphe CLEMENT : Dans toutes les Fonctions Publiques, il y a un système de grille.

Patrick LAGARDE : Ce n'est pas simple à construire. On ne souhaite pas la modifier mais pouvoir le cas échéant s'adapter.

Point 9. 179/2024 - ATTRIBUTION DE TICKETS-RESTAURANT

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------------------------------|---------------------|------------------------|
| 30 | 32 | 30 | 2 (Élisabeth BONNOT, Raymond MARCHAL) | 1 (Hervé VAXELAIRE) | 0 |

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu** le Code Général de la Fonction Publique ;
- Vu** la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 ;
- Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 23 septembre 2024 ;

Monsieur le Président propose au Conseil communautaire de faire bénéficier des tickets restaurant aux agents le souhaitant, de fixer la valeur faciale du ticket restaurant à 4€ et d'attribuer un ticket pour chaque jour travaillé d'au moins 6 heures. Les jours non travaillés (CA, jours fériés, arrêt de travail, ASA diverses, jours de formation, agent mis à disposition ou détachement) n'ouvrent pas droit au ticket restaurant.

Si un repas est fourni par la collectivité sur le temps de travail, l'agent n'est pas éligible aux titres-restaurant, ainsi que lorsque le repas est pris en charge par un autre organisme. Selon la réglementation en vigueur, une prise en charge de 50% de la collectivité est souhaitée. La part de l'agent sera prélevée sur le salaire à hauteur de 50%.

Les bénéficiaires des titres-restaurant seront les agents titulaires, les agents contractuels de droit public et de droit privé, les étudiants en stage, sur des emplois permanents ou non, ayant une ancienneté d'au moins 4 mois continus.

L'action sociale est aussi un outil de management et de gestion des ressources humaines. Elle contribue également à une amélioration sensible des conditions de vie des agents publics et de leur famille, notamment dans le domaine de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs.

Conformément au Code Général de la Fonction Publique, l'attribution des titres-restaurant entre dans le cadre légal des prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, distinctes de la rémunération et des compléments de salaires et attribuées indépendamment du grade, de l'emploi, de la manière de servir.

Le Conseil communautaire, après avoir délibéré,

- **DÉCIDE** de la mise en place des tickets restaurant à partir du 1^{er} janvier 2025 au bénéfice du personnel de la collectivité,
- **FIXE** le nombre de tickets restaurant par rapport au nombre de jours travaillés de l'agent,
- **FIXE** la valeur faciale du titre restaurant à 4 €,
- **FIXE** la participation de la collectivité à 50% de la valeur du titre,
- **PRÉCISE** que le versement sera mensuel, après service fait,
- **AUTORISE** le Président à signer après appel d'offres avec le prestataire le mieux disant, pour une durée de 2 ans,
- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget.

Elisabeth BONNOT: Ces décisions prisent au niveau de la Communauté de communes impactent toutes les communes.

Patrick LAGARDE: Pas forcément, chacun est libre.

Elisabeth BONNOT : Oui mais les remarques arriveront dans les communes.

Didier HOUOT : Chaque collectivité aura son libre arbitre et fera son choix. Ceci étant, je dirai quand même deux choses. La première, on sort d'une période d'inflation très forte et la hausse du point d'indice est bien loin de compenser, surtout qu'il y a eu 10 années blanches auparavant. C'est donc aussi donner du pouvoir d'achat au personnel. Il faut aussi que l'on pense à l'attractivité de notre collectivité, en concurrence avec d'autres collectivités. On a parfois des difficultés à recruter et cela peut aussi être un plus pour favoriser des arrivées de personnel. J'entends bien qu'en terme de comparaison avec des collectivités de petites tailles, cela peut être un sujet.

Nadine PERRIN : Le coût a-t-il été évalué ?

Patrick LAGARDE : Si tout le monde prend et si tout le monde est présent (maladies, formations...), 37 000€ par an maximum, part employeur.

Marie-Josèphe CLEMENT : Nous l'avons mis en place, exactement pour les raisons qui viennent d'être évoquées.

Roger NICAISE : J'aimerais dire aussi, que la valeur du ticket restaurant me paraît modeste. Je ne dis pas qu'il faut l'augmenter, c'est très bien, mais 4€, pour celui qui prend son repas à l'extérieur, c'est un minimum.

Patrick LAGARDE : On peut aussi discuter du montant, mais c'est un petit geste, pas anodin dans notre conjoncture.

Point 10. 180/2024 - SDANC - DEMANDE D'ADHÉSION AUX COMPÉTENCES À LA CARTE PAR LA COMMUNE DE BELMONT-LES-DARNEY

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 29 | 34 | 34 | 0 | 0 | 0 |

Les compétences « réhabilitation » et « entretien » du SDANC sont des compétences à la carte. Les collectivités adhérentes au SDANC pour la compétence obligatoire « contrôle » doivent solliciter leur adhésion à ces compétences facultatives si elles souhaitent bénéficier de ce service.

La commune de BELMONT-LES-DARNEY a sollicité le 1^{er} juillet 2024, par délibération, son adhésion à ces compétences.

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire dans sa séance du 16 octobre dernier,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE** la demande d'adhésion de la commune de BELMONT-LES-DARNEY aux compétences à la carte « réhabilitation » et « entretien »,
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Point 11. 181/2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHÉ POUR L'ÉLABORATION DU PLUI-H

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|--|-------------------|------------------------|
| 30 | 33 | 31 | 2 pour le lot n°2 (Roger NICAISE, Jean-Louis FIORELLI) | 0 | 0 |

Vu le Code des Marchés Publics,

Vu les articles L.1411-5, L1411-6, L.1414-2, D.1411-3, D1411-4, D1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le règlement de la Commission d'Appel d'Offres approuvé par délibération n°007/2022 du Conseil communautaire en date du 12 janvier 2022,

Vu l'annonce publiée au BOAMP - Avis n°24-86068 - diffusée le 19/07/2024 et l'annonce JOUE n° OJ/S 142/2024, diffusée le 23/07/2024, concernant la consultation pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi-H),

Monsieur le Président présente aux membres du Conseil communautaire la procédure d'appel d'offres ouvert qui a été lancée le 19 juillet 2024, conformément aux dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique, concernant un marché de prestation intellectuelles pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunale (PLUi-H), sur le territoire de la Communauté de communes, composé de deux lots :

- Lot n° 1 –Elaboration du PLUi-H (M) ;
- Lot n° 2 – Réalisation d'un inventaire des zones humides.

Monsieur le Président précise que la Commission d'Appel d'Offres s'est réunie 2 fois :

- Le jeudi 03 octobre 2024 à 9h00, pour admettre les 2 offres électroniques relatives au lot n°1 et l'offre électronique relative au lot n°2, reçues sur son profil d'acheteur, <https://www.xmarches.fr>, contenant leurs candidatures et leurs offres et choisir les candidats retenus sur la base du rapport d'analyse des candidatures, à savoir :
 1. EOLIS (88) ;
 2. NORD EST GEO ENVIRONNEMENT (54)
 3. FLORAGIS (57)
- Le jeudi 03 octobre à 09h15, pour attribuer le marché du lot n°1 à la société NORD EST GEO ENVIRONNEMENT, et du lot n°2 à la société FLORAGIS sur la base du rapport d'analyse des offres établi par la CCHV.

Monsieur le Président précise que la Commission d'Appel d'Offres a classé les offres présentées du lot n°1 et du lot n°2 selon les critères annoncés dans le règlement de consultation en appliquant la notation prévue, conformément aux dispositions des articles R.2152-6 et 7 du Code de la Commande Publique.

Monsieur le Président indique que la Commission d'Appel d'Offres, a retenu :

- Pour le lot n°1 l'offre de NORD EST GEO ENVIRONNEMENT, qui a été la mieux classée et jugée la plus économiquement avantageuse pour la Communauté de Communes des Hautes Vosges, pour un montant total de 327 800 € H.T. soit 393 360 € T.T.C. comprenant la tranche ferme et les tranches optionnelles.
- Pour le lot n°2 l'offre de FLORAGIS qui a été la mieux classée et jugée la plus économiquement avantageuse pour la Communauté de Communes des Hautes Vosges, pour un montant total de 24 550 € H.T. soit 29 460 € T.T.C.

Monsieur le Président propose aux membres de l'Assemblée de suivre l'avis de Commission d'Appel d'Offres, et de l'autoriser à signer le marché de prestation intellectuelles :

- Du lot n°1 concernant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal avec un volet Habitat, sur le territoire de la Communauté de communes, à la société NORD EST GEO ENVIRONNEMENT de NANCY, pour un montant de 327 800 € H.T. soit 393 360 € T.T.C. comprenant la tranche ferme et les tranches optionnelles.
- Du lot n°2 concernant la réalisation d'un inventaire des zones humides, à la société FLORAGIS de COURCELLES CHAUSSY, pour un montant de 24 550 € HT, soit 29 460 € TTC.

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire dans sa séance du 16 octobre dernier,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **AUTORISE** le Président à signer le marché de prestation intellectuelles du lot n°1 concernant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal avec un volet Habitat, sur le territoire de la Communauté de communes, avec la société NORD EST GEO ENVIRONNEMENT de NANCY, pour un montant de 327 800 € H.T. soit 393 360 € T.T.C. comprenant la tranche ferme et les tranches optionnelles et du lot n°2 concernant la réalisation d'un inventaire des zones humides, avec la société FLORAGIS de COURCELLES CHAUSSY, pour un montant de 24 550 € HT, soit 29 460 € TTC.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ce marché et à prendre toutes décisions concernant son exécution et son règlement dans la limite des crédits inscrits au budget.
- **SOLLICITE** les aides financières nécessaires à l'élaboration du PLUi-H.

Roger NICAISE : Le SMMA va, dans ses missions, lancer un inventaire des zones humides. En sécheresse budgétaire, cela serait dommage de cumuler.

Martine GEHIN : L'étude est différente au SMMA, c'est sur les zone humides non urbanisées. Mais une collaboration avec les EPCI a été demandée.

Cédric PIERREL : On ne paie donc pas deux fois la même chose ?

Martine GEHIN : Non, il y aura un travail de mise en commun, des rencontres sont prévues.

Roger NICAISE : J'aimerais que le lot 2 ne soit pas attribué dans le doute car aujourd'hui on ne sait pas, et être certain des missions de chacun.

Cédric PIERREL : Y a-t-il urgence à passer le marché ?

Martine GEHIN : C'est obligatoire pour l'élaboration du PLU, la commission GEMA a bien précisé que la priorité serait donnée aux territoires qui se lancent dans un PLU.

Didier HOUOT : Si on ne se lance pas, on sera bloqués par rapport à des demandes de subventions.

Martine GEHIN : Le SMMA est seulement dans les premières démarches.

Hervé VAXELAIRE : Le SMMA fait cet inventaire dans quel cadre ?

Martine GEHIN : C'est une compétence donnée au syndicat mixte. En collaboration avec les autres syndicats.

Point 12. 182/2024 - ÉLABORATION DU PLU DE SAPOIS – PADD

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

La commune de Sapois a prescrit l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme, par délibération du 11 décembre 2015.

L'article L.151-2 du Code de l'Urbanisme dispose que le PLU comprend notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme, un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables mentionnées à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme, le PADD définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des énergies renouvelables, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme.

Le PADD pour la Commune de Sapois se définit à travers 4 orientations :

- Proposer un développement urbain maîtrisé, raisonné et adapté afin de conserver une structure urbaine sous la forme de hameaux intégrés dans le paysage de montagne,
- Le Haut du Tôt : un hameau remarquable,
- Conforter et assurer la pérennité des activités économiques,
- Le paysage, écrin boisé de montagne et prairies ouvertes, comme socle du développement et de la valorisation du village.

Vu la délibération du 11 décembre 2015 de la Commune de Sapois prescrivant l'élaboration de son PLU,

Vu la délibération du 30 septembre 2022 de la Commune de Sapois autorisant la poursuite et l'achèvement de la procédure d'élaboration du PLU par la CCHV, compétente depuis le 1^{er} janvier 2022,

Vu la délibération du 19 octobre 2022 de la Communauté de Communes des Hautes Vosges décidant de poursuivre la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme, en collaboration avec la commune de Sapois,

Considérant que la Communauté de Communes des Hautes Vosges se substitue de plein droit à la commune de Sapois dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du 13 septembre 2024 de la Commune de Sapois relative au débat mené en Conseil municipal sur les orientations générales du PADD,

Vu le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), en annexe,

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire dans sa séance du 16 octobre dernier,

Monsieur le Président ouvre le débat sur le PADD.

Après en avoir débattu, le Conseil communautaire :

- **PREND ACTE** de la tenue, ce jour, au sein du Conseil communautaire, du débat portant sur les orientations générales du PADD du projet de PLU de la commune de SAPOIS, annexé à la présente délibération. Ce débat est retranscrit dans le Procès-Verbal de la séance du Conseil Communautaire du 06 novembre 2024.

Point 13. 183/2024 - ANIMATION DU SITE D'ACCUEIL DE LA SCHLUCHT - BILAN 2023 ET CONVENTION DE PARTENARIAT 2024-2026

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Depuis 2021, une convention de partenariat administratif et financier est proposée entre le PNR des Ballons des Vosges, la CC des Hautes Vosges, la CC de la Vallée de Munster et la CA de Saint-Dié. Les signataires s'accordent pour mener un accueil et une animation de site et faire du col de la Schlucht un lieu de promotion et de découverte de la Grande Crête des Vosges et une porte d'entrée des vallées impliquées sur le site.

Les Offices de Tourisme de la Vallée de Munster, de Gérardmer Hautes-Vosges, de la Bresse Hautes Vosges et de Saint-Dié-des-Vosges sont associés au projet et sont les partenaires privilégiés de l'organisation de l'accueil sur le site. En 2023 le site a enregistré 14 613 visiteurs, soit une augmentation de 56 % par rapport à 2022 pour 264 jours d'ouverture.

La participation en 2023 de la CCHV a été établie à 12 273 €.

Le prévisionnel 2024, dans des conditions normales d'ouverture, est le suivant :

| Postes | Observations | Frais salariaux (salaires et charges, y compris chèques déjeuner) | Frais de mission (repas et indemnités kilométriques) | Coût total des postes | Frais de structure * | TOTAL |
|----------------|---------------|---|--|-----------------------|----------------------|-------------------|
| 1er permanent | 12 mois à 80% | 40 000,00 | 250 | 40 250,00 | 5317,50 | |
| 2ème permanent | 12 mois à 75% | 31 000,00 | 200 | 31 200,00 | 4680,00 | |
| 3ème permanent | 12 mois à 25% | 10 330,00 | 200 | 10 530,00 | 1579,50 | |
| Saisonniers | 4 mois à 100% | 12 800,00 | 0 | 12 800,00 | 1920,00 | |
| TOTAL | | | | 89 980,00 | 13 497,00 | 103 477,00 |
| | | | | | Arrondi à | 104 000,00 |

Le PNR prend en charge 50 % du coût total du fonctionnement soit 52 000 €. Il est proposé que la participation des EPCI sur les 50 % restants soit répartie avec une part fixe chacune de 6 500 € et une part variable indexée sur les résultats de la taxe de séjour 2023.

| EPCI | Taxe de séjour encaissé au titre de 2023 | Pourcentage | Part variable en fonction des recettes TS | Part fixe : 26 000 divisé par 4 | Total participation |
|----------------------------|--|-------------|---|---------------------------------|---------------------|
| CC Vallée de Munster | 367 177,50 € | 11,78 | 3 062,80 € | 6 500 | 9 528,00 € |
| CC Gérardmer Hautes-Vosges | 1 453 075,86 € | 46,61 | 12 118,60 € | 6 500 | 18 480,80 € |
| CC Hautes-Vosges | 844 721,03 € | 27,09 | 7 043,40 € | 6 500 | 13 465,40 € |
| CA Saint-Dié des Vosges | 452 736,50 € | 14,52 | 3 775,20 € | 6 500 | 10 525,80 € |
| Total | 3 117 710,89 € | 100 % | 26 000 € | 26 000 € | 52 000,00 € |

Le PNR propose également une convention triennale avec un avenant financier annuel.

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire dans sa séance du 16 octobre 2024,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **VALIDE** le bilan 2023 de l'animation sur le site d'accueil du col de la Schlucht ;
- **AUTORISE** le Président à signer la convention 2024-2026 de partenariat avec le PnrBV pour l'animation sur le site d'accueil du col de la Schlucht ;
- **AUTORISE** le Président à signer l'avenant financier n°1 pour l'année 2024 ;
- **AUTORISE** le Président à verser la participation 2024 de la Communauté de communes au PnrBV à hauteur de 13 465,40 €.

| |
|---|
| Point 14. 184/2024 - PISCINE VAGNEY - DÉFRAIEMENT DES MEMBRES EXTÉRIEURS DU JURY DE CONCOURS |
|---|

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

La Communauté de Communes des Hautes Vosges a lancé, dans le cadre de la réhabilitation de la piscine de Vagney, un concours de maîtrise d'œuvre afin de recruter l'équipe qui sera en charge du projet.

Dans le cadre de ce concours de maîtrise d'œuvre, un jury est constitué en application des articles R. 2162-22 à R. 2162-26 du Code de la Commande Publique.

Le jury est composé de six membres élus de la Commission d'Appel d'Offres et de trois personnes qualifiées pour les compétences requises.

Dans ce cadre, un défraiement des personnes qualifiées présente au sein du jury est nécessaire pour notamment prendre en charge :

- Le temps d'analyse et de compréhension du dossier ainsi qu'une visite de terrain (forfait sur l'ensemble du projet) ;
- Le temps de présence au sein des réunions du jury (coût horaire) ;
- Les déplacements (péages, stationnement, frais de repas lorsque cela est nécessaire, indemnité kilométrique).

Il est ainsi proposé de valider cette prise en charge dans le cadre de l'organisation du concours de maîtrise d'œuvre.

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire dans sa séance du 16 octobre 2024,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **DÉCIDE** de prendre en charge le défraiement des personnes qualifiées présentes au sein du jury ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Point 15. 185/2024 - CINÉMA VAGNEY - AVENANT LOT PLÂTRE

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|------------------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

En raison d'une mise à jour du lot « plâtre » et des prestations nécessaires ajoutées pour notamment ne pas avoir de nouvelle plus-value importante sur le lot charpente, un avenant est nécessaire sur le lot précité.

Le montant de la plus-value est de 21 405.28 € HT.
Le projet d'avenant est joint au présent document.

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire dans sa séance du 16 octobre 2024,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **VALIDE** l'avenant pour le lot « plâtre » ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Point 16. 186/2024 - CINÉMA LA BRESSE - MISE À JOUR DU PLAN DE FINANCEMENT

| <i>Conseillers présents</i> | <i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i> | <i>Pour</i> | <i>Contre</i> | <i>Abstention</i> | <i>Non participant</i> |
|-----------------------------|--|-------------|---------------|-------------------|------------------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Dans le cadre des travaux menés au cinéma de La Bresse, les dossiers de subventions ont été déposés auprès de la Région Grand Est, du Conseil Départemental des Vosges et de la Préfecture pour obtenir une subvention DETR.

Après une première analyse du dossier, la Préfecture demande une mise à jour du plan de financement, en indiquant dans la demande uniquement les parties qui pourront être pris en charge dans le cadre de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.
Il faudra ainsi exclure les fauteuils, les revêtements de sols et l'électricité.

Un financement complémentaire va ainsi être sollicité auprès du CNC, au titre des avances majorées, afin de compléter le plan de financement réaliser l'ensemble des travaux.

Le nouveau plan de financement est ainsi le suivant :

| DEPENSES | | | RECETTES | |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|--|---------------------|
| Intitulé | Montant HT | Montant TTC | Intitulé | Montant |
| Assistance à maîtrise d'ouvrage | 4 000 € | 4 800 € | DETR (40% sur montant éligible) | 14 495.10 € |
| CT + SPS | 2 053 € | 2 463.60 € | Région GRAND EST (50% sur travaux éligibles) | 28 805.59 € |
| Travaux éligibles DETR | 30 184.75 € | 36 221.70 € | CD88 (15%) | 15 821 € (accordé) |
| | | | CNC (Avance) | 17 897 € |
| | | | FCTVA | 20 762.77 € |
| | | | Reste à charge CCHV | 28 759.66 € |
| Autres travaux | 69 213.18 € | 83 055.82 € | | |
| TOTAL | 105 450.93 € | 126 541.12 € | TOTAL | 126 541.12 € |

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire dans sa séance du 16 octobre 2024,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **VALIDE** le nouveau plan de financement proposé ;
- **DEMANDE** la subvention proposée auprès du CNC au titre de l'avance majorée ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Point 17. 187/2024 - MÉDIATHÈQUES - VALIDATION DE LA CHARTE DES BÉNÉVOLES

| Conseillers présents | Suffrages exprimés avec pouvoir | Pour | Contre | Abstention | Non participant |
|----------------------|---------------------------------|------|--------|------------|-----------------|
| 30 | 33 | 33 | 0 | 0 | 0 |

Suite au passage en réseau des médiathèques, une harmonisation de la charte des bénévoles a été effectuée.

La charte remise à jour est jointe au présent document.

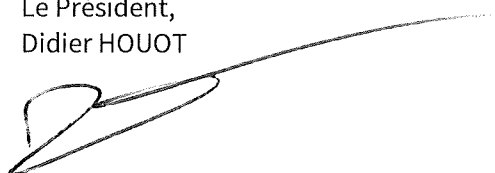
Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire dans sa séance du 16 octobre 2024,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré,

- **VALIDE** la charte proposée ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait à CORNIMONT, les jours, mois et an susdits

Le Président,
Didier HOUOT



Le secrétaire de séance
Régis VAXELAIRE

